



Au Sommaire

Page 1 :

- L'édito

Page 2 :

- Jeudi 23 mars, on fait tous ensemble la plus grosse manifestation contre la réforme des retraites

Pages 3 et 4 :

- Un Referendum d'Initiative Partagée pour bloquer la réforme Macron. Mode d'emploi

Page 5 :

- Contacter le Parti Communiste Français



Macron était déjà le président des riches. Le voici devenu également le président du chaos depuis le passage en force de sa réforme des retraites.

La France n'avait vraiment pas besoin de ça ! Au moment où l'inflation met à genoux tant de salariés et tant d'artisans, d'entreprises, au moment où [le GIEC tire la sonnette d'alarme sur l'accélération du réchauffement climatique](#), il est urgent que le gouvernement retire sa loi et reprenne le chemin de la démocratie sociale, qu'il reprenne le chemin d'une discussion sincère avec tous les partenaires sociaux et les citoyens

Le passage en force de cette réforme suscite la colère des salarié-es auxquels elle va voler 2 ans de leur vie. Elle suscite la colère de toutes celles et ceux qui ne pourront pas tenir jusqu'à 64 ans et qui vont se retrouver avec une décote sévère de leurs pensions de retraite

Macron a décidé de faire un bras d'honneur au monde du travail et à leurs syndicats, qu'il a refusé de rencontrer. Il a fait un bras d'honneur aux députés et aux sénateurs dont les débats ont été étouffés par les bien peu démocratiques articles 49-3 et 44-3 de la constitution. Et surtout, Macron a fait un bras d'honneur au peuple de France, aux [68 % de la population, dont 90 % des salariés, qui sont opposés à son projet de réforme](#), aux millions de personnes qui

battent le pavé pacifiquement et démocratiquement semaine après semaine. Il fait planer [une profonde menace sur notre démocratie](#)

Le locataire actuel de l'Elysée a décidé de tordre le bras à notre République. Et avec lui, c'est tout le gouvernement qui ne tient plus qu'au maigre fil d'une majorité de [9 députés aux convictions douteuses qui font jaser jusqu'à Aurore Bergé, la cheffe des députés macronistes](#). Le ralliement, avec armes et bagages, de Mme Poussier-Winsback à cette « majorité » macroniste branlante n'en est que plus consternant

Et maintenant, quelles sont les prochaines étapes ? Dans un 1er temps, le conseil constitutionnel doit valider la réforme de Macron... Ou l'invalidier... Et le Référendum d'Initiative Partagée lancé par les députés de la NUPES, sur proposition des députés communistes, peut contraindre le gouvernement à organiser un référendum sur sa réforme si cette demande recueille 4,87 millions de signatures. D'ores et déjà, son dépôt devant le conseil constitutionnel va bloquer pour une durée de 9 mois l'application de la loi Macron

Plus que jamais, nous invitons les salarié-es de Fécamp et d'ailleurs à poursuivre dans la même voie qui a fait le succès de l'énorme mouvement populaire que connaît notre pays : le rassemblement digne, massif et pacifique. Rendez-vous jeudi 23 mars à 14 h 30 à l'espace Henri Dunant (ancien hôpital de Fécamp) pour une manifestation qui promet d'être historique. Passez le mot à tous vos proches !!! Pour la défense de la retraite à 60 ans. Et pour faire respecter la démocratie sociale !!!





JEUDI 23 MARS TOUS A LA MANIF DE FECAMP !

14 h 30 Espace Henri Dunant (ancien hôpital)





Le référendum d'initiative partagée, comment ça marche ?

Avec le Référendum d'Initiative Partagée, le RIP, la gauche veut donner la parole au peuple



Les parlementaires de la Nupes ont déposé, en fin de semaine dernière, une demande d'organisation d'un référendum, sur proposition des députés communistes. Ils font le pari de récolter 4,87 millions de signatures pour faire tomber la réforme.

Si une consultation populaire avait lieu aujourd'hui, il est certain que la réforme des retraites serait très largement balayée. Selon les sondages, près de 7 Français sur 10 y sont hostiles. Un chiffre qui monte à 9 sur 10 chez les actifs. Mais le gouvernement est resté sourd à cette opposition massive, en passant plusieurs fois en force.

Le peuple n'a pas dit, pour autant, son dernier mot, tout comme les élus de gauche. « *Nous n'acceptons pas cette réforme illégitime et nous utilisons tous les leviers possibles. Si le référendum d'initiative partagée (RIP) ne sert pas aujourd'hui dans une telle crise démocratique, quand sert-il ?* » questionne le député PCF Pierre Dharréville. *Nos institutions, aussi critiquables et fragiles*

soient-elles, doivent servir la volonté populaire et lui permettre de s'exprimer. »

Vendredi 17 mars, à l'initiative des communistes et soutenus par l'intersyndicale, 252 parlementaires de gauche ont déposé une proposition de loi référendaire, comme le prévoit l'article 11 de la Constitution, visant à « *affirmer que l'âge légal de départ à la retraite ne peut être fixé au-delà de 62 ans* ».

Première étape validée

Première étape validée puisqu'il fallait réunir au moins 185 signatures. Après examen par une commission de recevabilité, la présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet, a transmis, lundi 20 mars, la demande au Conseil constitutionnel qui doit la valider ou non, au plus tard d'ici à un mois. « *Là où il y a un juge, il y a risque*, philosophe Boris Vallaud, président du groupe socialiste. *Deux questions sont en jeu : propose-t-on une ré-*

.../...

Après le 49-3, les ma-
traques ...

[Tous les observateurs se sont inquiétés des violences policières](#) contre des manifestants à la suite du passage en force de la réforme des retraites. Ces violences ne concernent pas des casseurs mais [des manifestants pacifiques, ou des passants](#), voire des jeunes [touristes autrichiens](#) raflés au hasard. [ainsi que des journalistes](#). [Gérald Darmanin, le ministre de l'intérieur, assure le service après-vente du 49-3...](#) Devant la lourdeur des révélations de la presse, le préfet de police de Paris a décidé d'ouvrir une [enquête par l'IGPN](#), l'Inspection Générale de la Police Nationale



Il abandonne le navire présidentiel

Hervé Morin, le président de centre droit de la région de Normandie vient de rompre le silence qu'il observait jusqu'alors [en appelant Emmanuel Macron à « retirer sa réforme des retraites »](#). Bonne ambiance en perspective avec sa vice-présidente, Mme Poussier-Winsback qui soutient le recul à 64 ans de l'âge de la retraite...

Encore plus fort...

Dans l'Hérault, c'est [un député macroniste qui, après avoir voté contre la motion de censure, s'est finalement ravisé et demande maintenant au président de la République de retirer sa réforme](#). Comprenez qui pourra.



.../...

forme de politique sociale ? La réponse est, selon nous, oui. Crée-t-on une nouvelle dépense ? Non. »

Si la juridiction suprême donne le feu vert, la réforme des retraites est suspendue pour neuf mois, le temps d'organiser et de mener une grande campagne populaire pour recueillir les signatures de 10 % du corps électoral, soit environ 4,87 millions de personnes.

« La logique aurait été d'aller au vote, jeudi 16 mars, sur la réforme. Or le gouvernement n'avait pas de majorité et veut faire croire, maintenant que la motion de censure a été rejetée, que la loi est en vigueur. Il faut combattre la résignation en se tournant vers les Français. Ce peut être une belle campagne commune », se félicite Cyrielle Chatelain, présidente du groupe écologiste à l'Assemblée. Un temps réticents à l'idée du RIP, les députés insoumis ont fini par s'y rallier. « Ils pensaient que ce serait décevant si on n'y arrive pas, mais c'est compliqué pour eux d'expliquer pourquoi ils ne montent pas dans le bateau », assure un cadre de la Nupes.

Même avec les signatures, le Parlement pourrait tout de même enterrer le référendum

Depuis 2008, date d'entrée du RIP dans la Constitution, celui-ci n'a été autorisé qu'une seule fois, [en 2019](#). Il visait à « affir-

[mer le caractère de service public national de l'exploitation des aéroports de Paris](#) ». Le décompte s'était arrêté à 1,1 million de signatures en raison de l'épidémie du covid19. Le vote populaire n'avait pas pu avoir lieu mais la privatisation d'ADP avait quand même été abandonnée sous la pression.

Si les 4,87 millions de signatures sont récoltées sur les retraites, le Parlement pourrait tout de même enterrer le référendum. « Mais je leur souhaite bon courage pour le censurer, rassure Pierre Dharréville. Sinon, ce serait vraiment la démonstration d'un passage en force jusqu'au bout, d'un mépris de la volonté populaire. » Réponse fin 2024.

Pour André Chassaigne, le président du groupe communiste à l'Assemblée Nationale, « le RIP est un prolongement formidable de la lutte. Imaginons que les organisations syndicales, que les mouvements politiques, que des citoyens s'adressent à l'ensemble des Français, aillent pour collecter les signatures dans les maisons, sur les marchés, dans les ateliers, chez les commerçants... Imaginons le bouillonnement démocratique que cela représenterait. Ce serait un mouvement extraordinaire, une mobilisation exceptionnelle qui tiendrait sur le feu le rejet de cette réforme »



Quand Olivier Veran dit quelque chose, il se passe toujours le contraire

C'est devenu une habitude : lorsque Olivier Veran, le porte-parole du gouvernement fait une déclaration avec ses meilleurs « éléments de langage », [la réalité lui inflige toujours un démenti au point que cela en devient drôle](#)

Le roi des éléments de langage

Mais le 1er de la classe reste incontestablement Olivier Dussopt, le Monsieur Retraite de Macron. Après ses fake-news sur la retraite minimum à 1200 €, il vient de déclarer que « la réforme des retraites n'est pas un échec ». Sisisi, il l'a dit...

Aux quatre coins du pays, le mouvement de grèves et de blocages s'enracine

A Rouen, au Havre et un peu partout en France, la mobilisation fait tache d'huile et ne se limite plus à des manifestations. Un [article de l'Humanité](#) revient sur ce mouvement inédit par son ampleur et sa durée. La presse locale, comme [Paris Normandie](#) se fait également l'écho de ces mouvements massifs impressionnants

La sainte alliance du fric et du pouvoir

Si un grand nombre de députés LR ont voté la motion de censure, le Sénat a vu au contraire Bruno Retailleau, le chef de file des sénateurs LR travailler la main dans la main avec le gouvernement pour faire passer en force le projet de loi. [Un député témoigne de cette sainte alliance](#)

Avec les communistes, devenez acteur du combat pour défendre les retraites

JE REJOINS le Parti communiste français

Nom & prénom

Date de naissance Sexe  

Adresse

CP/Ville

Profession

Lieu de travail ou d'étude

Tel.

Portable

E-mail

Comme chaque femme et chaque homme qui rejoint le PCF, vous avez le droit de recevoir l'Humanité pendant un mois. Merci de nous confirmer votre accord.

OUI

À renvoyer à: **Parti Communiste Français**
33 place de général de Gaulle 76000 Rouen

Envoyez un E-mail à pcf@pcf-fecamp.fr avec vos questions et suggestions.

Consultez les anciens numéros du Rouge-Gorge sur le web à <http://www.pcf-fecamp.fr>

Inscrivez-vous pour recevoir par mail les nouveaux bulletins à pcf@pcf-fecamp.fr

La page Facebook du PCF de Fécamp (1 à 2 mises à jour par semaine) :
Pour suivre l'actualité politique au quotidien

Cliquez ici 

Le site web de la section de Fécamp du PCF, avec l'intégrale des anciens numéros du Rouge-Gorge et nos vidéos :

Cliquez ici 

Le journal l'Humanité :

Cliquez ici 

Les élus communistes du conseil municipal de Fécamp :

Cliquez ici 

La page Facebook de Céline Brulin, sénatrice de Seine-Maritime :

Cliquez ici 

La page Facebook de Jean-Paul Lecoq, député de Seine-Maritime :

Cliquez ici 

La page Facebook de Sébastien Jumel, député de Seine-Maritime :

Cliquez ici 

La page Facebook d'Hubert Wulfranc, député de Seine-Maritime :

Cliquez ici 